

# EnviroStats



Été 2010

Vol. 4, n° 2

## Dans ce numéro :

	<b>Page</b>
<b>Le transport en commun au Canada, 2007</b> : La présente étude s'appuie sur des données provenant de l'Enquête sur les ménages et l'environnement pour examiner l'accès au transport en commun et son utilisation en 2007. De nombreux ménages canadiens ont déclaré avoir accès au transport en commun à moins de cinq minutes de leur domicile et quatre ménages sur dix vivant à proximité d'un moyen de transport en commun utilisaient ce dernier régulièrement.	3
<b>Patrimoine en ressources naturelles, de 1990 à 2009</b> : Les ressources naturelles, telles que le pétrole et le gaz, le bois d'œuvre et les minéraux, représentent une composante importante du patrimoine du Canada générant des revenus, des emplois et des exportations. Le présent article porte sur la croissance du patrimoine en ressources naturelles. De 1990 à 2009, la valeur en dollars courants du patrimoine en ressources naturelles du Canada a augmenté, en moyenne, de 6 % par année.	10
<b>Profil d'écorégion : basses terres du fleuve Saint-Laurent</b> : Le profil de l'écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent est le troisième d'une série de profils d'écorégions. L'information présentée comprend une brève description du milieu physique, un portrait de la couverture terrestre et de l'utilisation des terres ainsi que certaines statistiques sur l'évolution socio-économique de la région. Il s'agit de l'écorégion ayant la troisième plus grande densité de population au Canada.	15
<b>Indicateurs de développement durable et de l'environnement</b> : Les données dans ces tableaux seront mises à jour chaque trimestre pour assurer que les lecteurs ont accès aux plus récentes statistiques environnementales.	20
<b>Mise à jour</b> : Informez-vous des communiqués récents et à venir ainsi que des nouvelles activités dans le domaine de la statistique de l'environnement et du développement durable.	24

### Indicateurs les plus récents

Population 2008 à 2009 Variation en pourcentage	1,2 %	Particules (P <sub>2,5</sub> ) 2000 à 2007	Aucune tendance significative
Produit intérieur brut, mensuel Mars 2010 Variation en pourcentage	0,6 %	Ozone troposphérique 1990 à 2007 Variation médiane annuelle, en pourcentage	0,8 %
Émissions de gaz à effet de serre 2007 à 2008 Variation en pourcentage	-2,1 %	Richesse naturelle 2008 à 2009 Variation en pourcentage	-37,8 %



## EnviroStats

Été 2010

Vol. 4, n°2

EnviroStats est produit sous la direction de Michael Bordt, directeur par intérim de la Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

### Rédactrice en chef

Carolyn Cahill

### Rédactrice

Michelle Tait

### Remerciements

Gord Baldwin, Fred Barzyk, Gilbert Côté, Monique Deschambault, Gordon Dewis, John Flanders, Joan Forbes, Paula Gherasim, Laurie Jong, Marc Lavergne, Ministère des Transports du Québec, Luc Moquin, Marc Saner, Doug Trant, Tom Vradenburg et Michael Wright.

### EnviroStats :

Juin 2010

N° 16-002-X au catalogue

ISSN 1913-4339

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2010

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

This publication is available in English upon request (Catalogue no. [16-002-X](#)).

### Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

### Renseignements pour accéder ou commander le produit

Le produit n° 16-002-X au catalogue de Statistique Canada est disponible gratuitement sous format électronique. Pour en obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) et de choisir la rubrique Publications.

### Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visitez notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca). Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à [infostat@statcan.gc.ca](mailto:infostat@statcan.gc.ca) ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

### Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôts	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôts	1-800-565-7757

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

### Demande d'abonnement

Pour être avisé de la parution de cette publication et des autres publications connexes, veuillez vous inscrire au *Quotidien* par sujet (Environnement), [www.statcan.gc.ca/dai-quo/sub-abo-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/dai-quo/sub-abo-fra.htm).

Pour accéder à cette publication et à d'autres publications connexes, veuillez consulter : [www.statcan.gc.ca/environnement](http://www.statcan.gc.ca/environnement).

### Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

### Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0 <sup>°</sup>	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
P	provisoire
r	révisé
X	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i>
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

## Le transport en commun au Canada, 2007

A. Munro, Division des comptes et de la statistique de l'environnement

Lorsque les Canadiens doivent se déplacer, ils ont de nombreux choix en matière de transport : ils peuvent utiliser des véhicules privés, des bicyclettes, des autobus, des trains ou une combinaison quelconque de ces modes de transport. La présente étude s'appuie sur des données provenant de l'Enquête sur les ménages et l'environnement pour examiner l'accès au transport en commun et son utilisation en 2007.

Le pourcentage de Canadiens qui utilisent le transport en commun pour se rendre au travail a augmenté légèrement depuis le milieu des années 1990<sup>1</sup>. Les données de l'Enquête sur les ménages et l'environnement (EME) montrent que de nombreux ménages utilisent le transport en commun également pour des déplacements dans d'autres contextes que le travail : près de la moitié des ménages qui utilisaient régulièrement le transport en commun en 2007 l'utilisaient uniquement à des fins non liées au travail.

Les ménages dans les régions dotées d'un vaste réseau de transport en commun étaient plus susceptibles d'utiliser le transport en commun d'une façon régulière et plus susceptibles de l'utiliser pour se rendre au travail. Les caractéristiques des ménages étaient également liées à l'utilisation du transport en commun : les ménages les plus susceptibles d'utiliser le transport en commun de façon régulière étaient ceux qui n'avaient pas de véhicule, ceux qui comprenaient des adolescents et ceux dans la catégorie de revenu le plus faible.

Lorsqu'on a demandé aux ménages pourquoi ils n'utilisaient pas le transport en commun de façon régulière, la réponse de loin la plus fréquente était qu'ils ne l'utilisaient pas parce qu'ils avaient accès à une automobile. Les ménages étaient les moins susceptibles de dire qu'ils n'utilisaient pas le transport en commun de façon régulière parce qu'il était trop coûteux.

### Ce que vous devriez savoir au sujet de la présente étude

Cette étude est fondée sur les données de l'[Enquête sur les ménages et l'environnement](#) (EME) de 2007, réalisée dans le cadre du projet Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement. On a demandé aux répondants si le ménage avait accès à un système de transport en commun à proximité durant la semaine de travail, c'est à dire à moins de cinq minutes du domicile, soit à pied, soit en voiture.

On a demandé aux ménages ayant accès au transport en commun si un membre du ménage l'utilisait comme principal mode de transport pour se rendre au travail ou l'utilisait régulièrement pour des déplacements dans d'autres contextes que le travail. L'utilisation régulière du transport en commun dans d'autres contextes que le travail a été décrite comme utilisation 1 à 3 fois par semaine au cours des 12 derniers mois. On a demandé aux ménages qui n'utilisaient pas le transport en commun d'indiquer pourquoi ils ne l'utilisaient pas.

La présente étude s'appuie également sur les données du Recensement de la population de 1996 et 2006 portant sur le principal mode de transport utilisé pour se rendre au travail. Cette question du recensement vise les personnes occupées de 15 ans ou plus qui travaillaient à l'extérieur de la maison et portait sur le principal mode de transport utilisé par la personne pour le déplacement domicile-travail. Comme il s'agit de particuliers plutôt que de ménages, aucune comparaison directe ne peut être faite entre ces données et celles de l'EME de 2007.

### Qui avait accès au transport en commun à proximité?

En 2007, 68 % des ménages canadiens ont déclaré avoir accès au transport en commun à moins de cinq minutes de leur domicile (tableau 1). L'accès au transport en commun était au nombre des facteurs clés déterminant si un ménage utilisait le transport en commun de façon régulière ou non.

Les ménages étaient plus de deux fois plus susceptibles de déclarer avoir accès au transport en commun à proximité s'ils habitaient dans une région métropolitaine : 85 % des ménages vivant dans une région métropolitaine de recensement (RMR) avaient accès au transport en commun à proximité, comparativement à seulement 32 % des ménages ne vivant pas dans une RMR. Ceux dans les RMR étaient également plus susceptibles d'avoir utilisé régulièrement le transport en commun lorsque celui-ci était à proximité : c'était le cas de 44 % des ménages dans les RMR comparativement à 23 % des ménages dans une région autre qu'une RMR.

1. Statistique Canada, 2007. *Lieu de travail - Faits saillants en tableaux, Recensement de 2006*, [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-561/index-fra.cfm](http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-561/index-fra.cfm) (site consulté le 4 avril 2010).

## Comment les ménages utilisaient ils le transport en commun?

Une bonne partie des renseignements disponibles sur le transport en commun portent sur l'utilisation du transport en commun pour les déplacements entre le domicile et le travail. Depuis 1996, les données sur les déplacements domicile-travail titrées du recensement de la population montrent une légère augmentation de la proportion de navetteurs utilisant le transport en commun comme principal mode de déplacement pour se rendre au travail; entre 1996 et 2006, le pourcentage de navetteurs utilisant ce mode est passé de 10 % à 11 %<sup>2</sup>.

Les données de l'EME montrent une hausse comparable : en 2007, 15 % des ménages utilisaient le transport en commun de façon régulière comme l'un de leurs principaux modes de transport pour se rendre au travail, une légère hausse seulement par

rapport à 14 % en 1994 (tableau 1)<sup>3</sup>.

L'examen de l'utilisation du transport en commun à des fins autres que pour se rendre au travail ajoute un contexte, de même que l'examen des ménages ayant accès au transport en commun à proximité du domicile seulement. Lorsqu'on combine le déplacement pour se rendre au travail et le déplacement dans d'autres contextes que le travail, les résultats montrent que 41 % des ménages ayant accès au transport en commun l'utilisaient régulièrement en 2007 (tableau 1). Le déplacement pour se rendre au travail ne dominait pas l'utilisation du transport en commun au niveau des ménages : près de la moitié des ménages utilisant le transport en commun de façon régulière en 2007 l'utilisaient seulement à des fins autres que pour se rendre au travail (tableau 1). Globalement, 84 % des ménages utilisant le transport en commun l'utilisaient de façon régulière dans d'autres contextes que le travail, tandis que 53 % l'utilisaient

**Tableau 1**  
**Disponibilité et utilisation du transport en commun à proximité, selon la province**

	Utilisaient le transport en commun pour se rendre au travail (tous les ménages)		Avaient accès au transport en commun à proximité	Parmi ceux utilisant le transport en commun			
				Utilisaient le transport en commun (ménages avec accès à proximité)	L'utilisaient pour se rendre au travail et dans d'autres contextes que le travail		L'utilisaient seulement dans d'autres contextes que le travail
					2007	L'utilisaient pour se rendre au travail	
	1994	2007		2007			
				pourcentage			
<b>Canada</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>68</b>	<b>41</b>	<b>37</b>	<b>16</b>	<b>47</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	F	F	31	24 <sup>E</sup>	F	F	F
Île-du-Prince-Édouard	F	F	23	F	F	F	F
Nouvelle-Écosse	7	F	46	35	F	F	58
Nouveau-Brunswick	3	F	37	19 <sup>E</sup>	F	F	67
Québec	15	14	64	40	41	16	43
Ontario	16	18	74	45	37	18	44
Manitoba	10	11	62	48	26	F	64
Saskatchewan	4	F	53	24	F	F	63
Alberta	11	11	67	36	30	18 <sup>E</sup>	52
Colombie-Britannique	14	16	78	42	38	13	49

**Source(s) :**

Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Enquête sur les ménages et l'environnement, 1994 et 2007.

2. Statistique Canada, 2007. *Lieu de travail - Faits saillants en tableaux, Recensement de 2006*, [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-561/index-fra.cfm](http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-561/index-fra.cfm) (site consulté le 4 avril 2010).

3. Les écarts observés montrent que les pourcentages tirés de l'EME et ceux du recensement tiennent principalement à ce que le recensement recueille des données seulement sur le principal mode de transport utilisé pour se rendre au travail tandis que l'EME permet aux répondants d'indiquer plusieurs modes.

de façon régulière pour le déplacement domicile-travail.

On observe un chevauchement important entre les catégories : un ménage utilisant le transport en commun à l'une des fins était presque deux fois plus susceptible en moyenne de l'utiliser également à l'autre fin. Par exemple, 68 % des ménages qui utilisaient le transport en commun de façon régulière pour se rendre au travail l'utilisaient également de façon régulière dans d'autres contextes que le travail.

### Disponibilité du transport en commun

Au niveau de la RMR, la disponibilité de transport en commun a été approximée par le pourcentage de ménages dans chaque RMR déclarant avoir accès au transport en commun à proximité. Lorsque cette mesure était appliquée, la probabilité qu'un ménage utilisait le transport en commun de façon régulière avait tendance à être plus élevée dans les régions dotées d'un plus vaste réseau de transport en commun (tableau 2).

On peut mentionner à titre d'exemple Toronto, où l'accès au transport en commun à proximité était disponible à 90 % des ménages et 59 % de ces ménages utilisaient le transport en commun de façon régulière. La RMR de Québec, où 79 % des ménages avaient accès au transport en commun mais seulement 31 % l'utilisaient de façon régulière, est un autre exemple.

Les fins auxquelles les ménages utilisaient le transport en commun variaient également avec la disponibilité du transport en commun. Dans les RMR où l'accès était limité, la plupart des ménages qui utilisaient le transport en commun l'utilisaient uniquement dans des contextes autres que le travail. Au fur et à mesure que la disponibilité du transport en commun augmentait, le pourcentage de ménages l'utilisant pour se rendre au travail augmentait également (graphique 1). Cela pourrait aussi être lié à la taille du réseau de transport en commun : de petits réseaux pourraient être plus compatibles avec le déplacement dans d'autres contextes que le travail qu'avec le déplacement établi domicile-travail.

**Tableau 2**  
**Disponibilité et utilisation du transport en commun à proximité, selon certaines régions métropolitaines de recensement, 2007**

	Utilisaient le transport en commun (ménages ayant accès à proximité)	L'utilisaient de façon régulière seulement dans d'autres contextes que le travail (ménages utilisant le transport en commun)
	pourcentage	
<b>Canada</b>	<b>68</b>	<b>41</b>
Halifax	80	45
Québec	79	31
Montréal	88	49
Ottawa–Gatineau	86	45
Oshawa	88	35
Toronto	90	59
Hamilton	79	34
Kitchener	90	27
London	81	32
Winnipeg	90	53
Saskatoon	83	35 <sup>E</sup>
Calgary	79	44
Edmonton	86	36
Vancouver	90	51
Victoria	91	40

**Source(s) :**

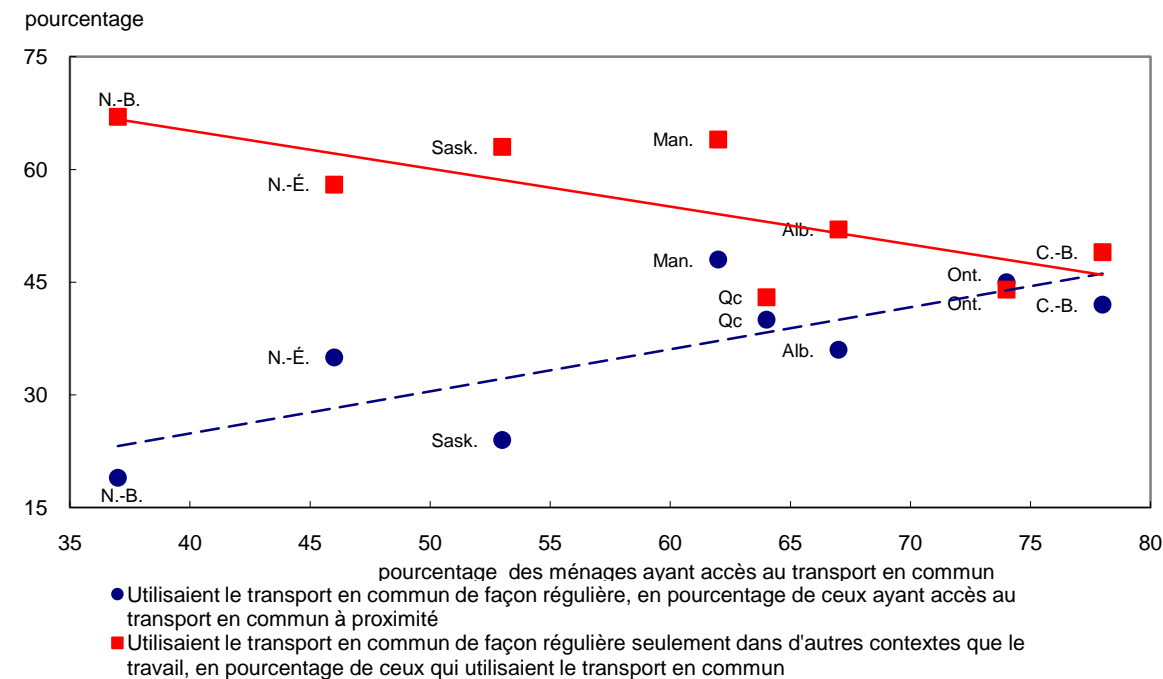
Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Enquête sur les ménages et l'environnement, 2007.

### Qui était le plus susceptible d'utiliser le transport en commun?

Certaines caractéristiques des ménages – la disponibilité d'un véhicule, la composition du ménage et le revenu du ménage – étaient reliées à la probabilité qu'un ménage utilise le transport en commun. Ces caractéristiques étaient également reliées à la fin à laquelle le transport en commun était utilisé.

La présence d'un véhicule appartenant au ménage ou loué par celui-ci était un facteur clé : les ménages sans véhicule étaient presque deux fois plus susceptibles d'utiliser le transport en commun de façon régulière. Lorsque les ménages ayant un véhicule utilisaient le transport en commun, ils étaient trois fois plus susceptibles que ceux sans véhicule d'utiliser le transport en commun de façon

**Graphique 1**  
**Utilisation du transport en commun et accès au transport en commun, 2007**



**Source(s) :**

Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Enquête sur les ménages et l'environnement, 2007.

régulière seulement pour se rendre au travail (tableau 3).

La composition du ménage était également liée à l'utilisation du transport en commun. Les ménages comprenant des adolescents étaient plus susceptibles d'utiliser le transport en commun. Les ménages dans ces catégories étaient aussi généralement plus susceptibles que les ménages composés d'adultes seulement d'utiliser le transport en commun de façon régulière uniquement dans d'autres contextes que le travail.

Il y avait un lien moins direct entre le revenu du ménage et l'utilisation du transport en commun. De façon générale, les ménages appartenant à la catégorie de revenu le plus faible étaient plus susceptibles d'utiliser le transport en commun et également plus susceptible de l'utiliser uniquement dans d'autres contextes que le travail. Les ménages dans les catégories de revenu plus élevé étaient plus susceptibles que ceux dans les catégories de faible revenu d'utiliser le transport en commun seulement pour se rendre au travail.

### Qu'est ce qui empêche les ménages d'utiliser le transport en commun?

Dans l'EME de 2007, pour la première fois, on a demandé aux ménages qui n'utilisaient pas le transport en commun d'indiquer certaines des raisons qui les avaient empêchés de l'utiliser. L'accès à une automobile était la principale raison déclarée par les ménages : c'était le cas de près des trois quarts des ménages (tableau 4).

Même si l'accès à une automobile était de loin la réponse la plus courante, environ le quart des ménages ont également indiqué l'une de quatre autres raisons de ne pas utiliser le transport en commun : des problèmes d'horaire (27 %), le fait d'habiter trop près de leur destination pour avoir besoin d'utiliser le transport en commun (23 %), la lenteur du transport en commun (21 %) et le service trop peu fréquent (21 %) (tableau 4 et graphique 2). Relativement peu de ménages (4 %) ont indiqué que le coût du transport en commun était un obstacle.

**Tableau 3**  
**Utilisation du transport en commun selon certaines caractéristiques des ménages, 2007**

	Parmi ceux qui utilisaient le transport en commun			
	Utilisaient le transport en commun	L'utilisaient pour se rendre au travail et à des fins autres que le travail		L'utilisaient seulement dans d'autres contextes que le travail
		L'utilisaient seulement pour se rendre au travail		
	pourcentage			
<b>Canada</b>	<b>41</b>	<b>37</b>	<b>16</b>	<b>47</b>
Locataires ou propriétaires d'un véhicule				
Avaient un véhicule	36	36	20	44
N'avaient pas de véhicule	69	40	6 <sup>E</sup>	54
Composition du ménage				
Adultes et membres de 0 à 19 ans	58	34	14 <sup>E</sup>	52
Adultes et adolescents de 13 à 19 ans	65	43	13	43
Adultes et enfants de 0 à 12 ans	36	34	26	40
25 à 44 ans seulement	44	45	20 <sup>E</sup>	35
45 à 64 ans seulement	32	40	20 <sup>E</sup>	40
65 ans et plus seulement	23	F	F	95
Revenu				
Moins de 20 000 \$ (inclure les pertes de revenu)	47	19 <sup>E</sup>	F	77
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	40	44	11 <sup>E</sup>	45
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	39	49	14	37
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	40	41	20	39
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	39	36	31 <sup>E</sup>	33
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	42	34	23	42
150 000 \$ et plus	42	27	28	45

**Source(s) :**

Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Enquête sur les ménages et l'environnement, 2007.

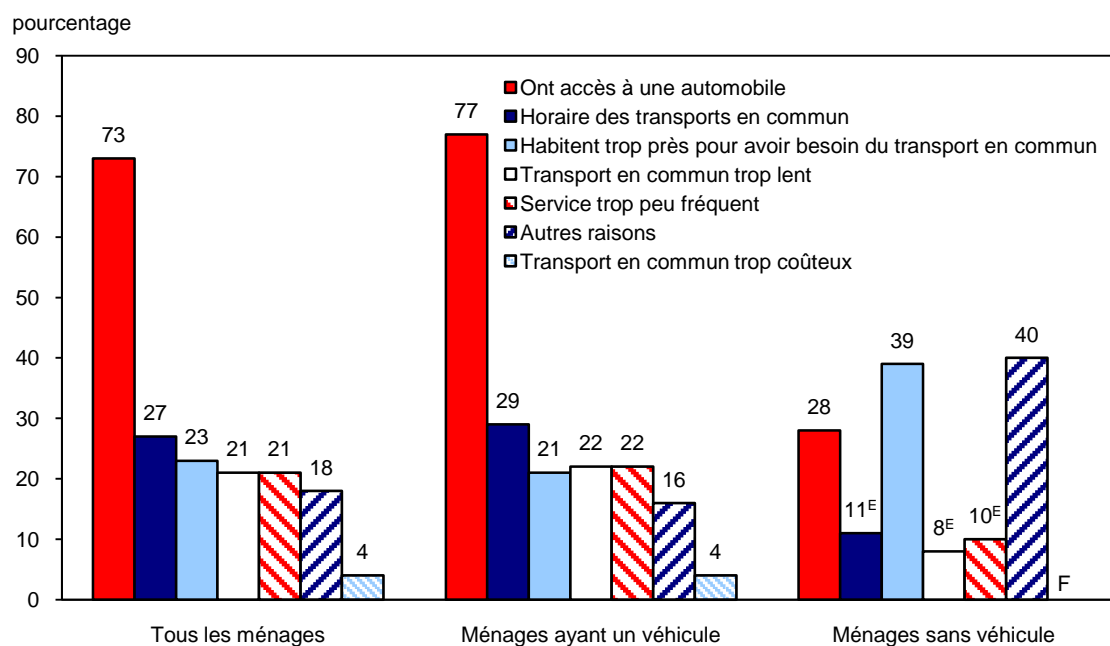
**Tableau 4**  
**Obstacles à l'utilisation du transport en commun selon la province, 2007**

	Ont accès à une automobile	Horaire des transports en commun	Habitent trop près pour avoir besoin du transport en commun	Transport en commun trop lent	Service trop peu fréquent	Autres raisons	Transport en commun trop coûteux
	<b>Canada</b>	<b>73</b>	<b>27</b>	<b>23</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>18</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	73	26 <sup>E</sup>	F	F	F	F	F
Île-du-Prince-Édouard	69	44	29 <sup>E</sup>	F	F	F	F
Nouvelle-Écosse	72	23 <sup>E</sup>	17 <sup>E</sup>	F	14 <sup>E</sup>	23 <sup>E</sup>	F
Nouveau-Brunswick	78	31 <sup>E</sup>	17 <sup>E</sup>	F	26 <sup>E</sup>	19 <sup>E</sup>	F
Québec	63	24	22	17	16	20	4 <sup>E</sup>
Ontario	75	23	20	21	21	18	4
Manitoba	81	33	27	26	24	14 <sup>E</sup>	F
Saskatchewan	80	38	28	29	23	14	F
Alberta	82	35	26	26	23	15	6 <sup>E</sup>
Colombie-Britannique	72	32	28	21	29	19	4 <sup>E</sup>
Avaient un véhicule	77	29	21	22	22	16	4
N'avaient pas de véhicule	28	11 <sup>E</sup>	39	8 <sup>E</sup>	10 <sup>E</sup>	40	F

**Source(s) :**

Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Enquête sur les ménages et l'environnement, 2007.

**Graphique 2**  
**Obstacles à l'utilisation du transport en commun, 2007**



**Source(s) :**

Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Enquête sur les ménages et l'environnement, 2007.

Même les ménages n'ayant pas de véhicule n'utilisaient pas toujours le transport en commun de façon régulière : les ménages sans véhicule représentaient 8 % de tous les ménages n'utilisant pas le transport en commun. Ces ménages étaient plus susceptibles de déclarer qu'ils n'utilisaient pas le transport en commun de façon régulière parce qu'ils habitaient trop près de leur destination pour en avoir besoin (tableau 4 et graphique 2). Toutefois, 28 % des ménages n'ayant pas de véhicule ont néanmoins déclaré qu'ils n'utilisaient pas le transport en commun de façon régulière parce qu'ils avaient accès à une automobile.

Dans toutes les régions, l'accès à une automobile a été la raison invoquée le plus souvent pour ne pas utiliser le transport en commun. On observe une plus grande variation en ce qui concerne d'autres obstacles : par exemple, les ménages au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta étaient plus susceptibles que ceux dans toute autre province de déclarer que le service de transport en commun était trop lent. De même, 44 % des ménages n'utilisant pas le transport en commun en l'Î. P. É. ont déclaré qu'ils ne l'utilisaient pas à cause de problèmes

d'horaire, comparativement à 27 % seulement des ménages à l'échelle nationale.

## Sommaire

En 2007, 68 % des ménages canadiens ont déclaré avoir accès au transport en commun à moins de cinq minutes du domicile et 41 % de ces ménages utilisaient le transport en commun de façon régulière. Parmi ces ménages, près de la moitié l'utilisaient de façon régulière seulement dans d'autres contextes que le travail tandis que le reste l'utilisaient régulièrement pour se rendre au travail ou à l'une et l'autre fins.

Les ménages étaient plus susceptibles d'utiliser le transport en commun dans des régions dotées d'un plus vaste réseau de transport en commun, et ils étaient également plus susceptibles dans ces conditions de l'utiliser de façon régulière pour se rendre au travail. Les ménages qui n'étaient pas propriétaires ou locataires d'un véhicule, les ménages comprenant des adolescents et les ménages dans la catégorie de revenu la plus faible étaient tous plus susceptibles d'utiliser le transport en commun. De façon générale, les autres types de



ménages qui utilisaient le transport en commun de façon régulière étaient plus susceptibles de l'utiliser uniquement pour se rendre au travail.

La plupart des ménages n'utilisant pas le transport en commun ont déclaré que le fait d'avoir accès à une automobile les empêchait d'utiliser le transport en commun de façon régulière. Ceux qui n'étaient pas propriétaires ou locataires d'un véhicule étaient plus susceptibles de déclarer qu'ils habitaient trop près de leur destination pour avoir besoin du transport en commun; néanmoins, plus du quart ont déclaré qu'ils ne l'utilisaient pas parce qu'ils avaient accès à une automobile. Les ménages étaient les moins susceptibles de déclarer que le coût du transport en commun les empêchait de l'utiliser de façon régulière.

## Patrimoine en ressources naturelles, de 1990 à 2009

Kazi Islam et Patrick Adams, Division des comptes et de la statistique de l'environnement

Le Canada est riche en ressources naturelles telles que le pétrole et le gaz, le bois d'œuvre et les minéraux. À l'instar des bâtiments et des ponts, ces ressources constituent une composante importante du patrimoine du Canada, générant revenus, emplois et exportations<sup>1</sup>. En 2009, la valeur monétaire de certaines<sup>2</sup> réserves de ressources naturelles, constituant le patrimoine en ressources naturelles du Canada, s'établissait à 1 107 milliards de dollars<sup>3</sup> (graphique 1). De 2005 à 2009, la valeur du patrimoine de ressources naturelles par habitant s'établissait en moyenne à environ 39 000 \$; au cours de la même période, la richesse produite<sup>4</sup> représentait 121 000 \$ par habitant<sup>5</sup>.

Le patrimoine ou la richesse en ressources naturelles a tendance à fluctuer plus que la richesse produite au fil du temps. Cela tient à divers facteurs comme la volatilité des prix de l'énergie et des minéraux sur les marchés mondiaux et la variation des quantités de réserves accessibles. Par conséquent, il peut être plus instructif d'examiner la valeur des ressources à plus long terme, à la lumière des tendances générales plutôt que des fluctuations annuelles. Fondé sur les données des Comptes de stocks en ressources naturelles du Canada, le présent article fournit un bref résumé des tendances en matière du patrimoine en ressources naturelles de 1990 à 2009.

1. Pour plus de renseignements, voir: P. Cross, 2008. « Rôle des ressources naturelles dans l'économie canadienne » *L'Observateur économique canadien*, n° 11-010-[X011086300167](#) au catalogue de Statistique Canada, vol. 21, n° 11.

2. Les ressources naturelles visées par l'étude sont l'énergie, les minéraux et le bois d'œuvre. Les ressources énergétiques comprennent le gaz naturel, le pétrole brut, le bitume brut (sables bitumineux) et le charbon. Les ressources minérales comprennent l'or, le nickel, le cuivre, le zinc, le plomb, le fer, le molybdène, l'uranium, la potasse et les diamants. Plusieurs stocks de ressources naturelles, comme l'eau et les écosystèmes, ne sont pas évalués actuellement par Statistique Canada à cause de limites relatives aux données.

3. Toutes les valeurs mentionnées dans le présent article sont en dollars courants plutôt qu'en dollars constants.

4. La richesse produite comprend les bâtiments résidentiels et non résidentiels, les machines et le matériel, les biens de consommation durables et les stocks.

5. Statistique Canada, tableaux CANSIM [378-0005](#) et [051-0001](#) (site consulté le 29 juin 2010).

### Ce que vous devriez savoir au sujet de la présente étude

La présente étude s'appuie sur des données provenant des Comptes de stocks en ressources naturelles. Ces comptes mesurent la valeur des actifs en ressources naturelles, par exemple sous forme de réserves de minerai métallique dans le sol ou de peuplements d'arbres accessibles dans les forêts. Pour les ressources minérales et énergétiques, les réserves sont déterminées par l'ampleur prouvée et potentielle des stocks dont l'extraction, à l'aide des techniques disponibles, peut permettre de dégager des bénéfices. Concernant le bois, seuls les stocks visiblement accessibles et prêts à être récoltés sont pris en compte.

L'approche adoptée pour évaluer les ressources est semblable à celle de l'évaluation des annuités – la valeur d'une ressource est rendue égale au flux de revenus qui peut être généré par l'extraction de cette ressource au cours de sa durée de vie utile.

La première étape de l'estimation du flux de revenus consiste à calculer le revenu provenant de l'extraction de l'année courante. Le revenu, également appelé « rente de la ressource », est égal au total des recettes provenant des ventes tout au long de l'année dont on soustrait le total des coûts subis durant l'extraction. Ces coûts comprennent les coûts d'exploitation, comme le carburant et la main d'œuvre, ainsi que les coûts d'utilisation du capital, tels que la dépréciation de la machinerie. Outre ces coûts, les entreprises versent des frais, des impôts et des redevances à divers ordres de gouvernement. Ces paiements représentent implicitement une rente et, par conséquent, ne sont pas déduits des recettes provenant des ventes.

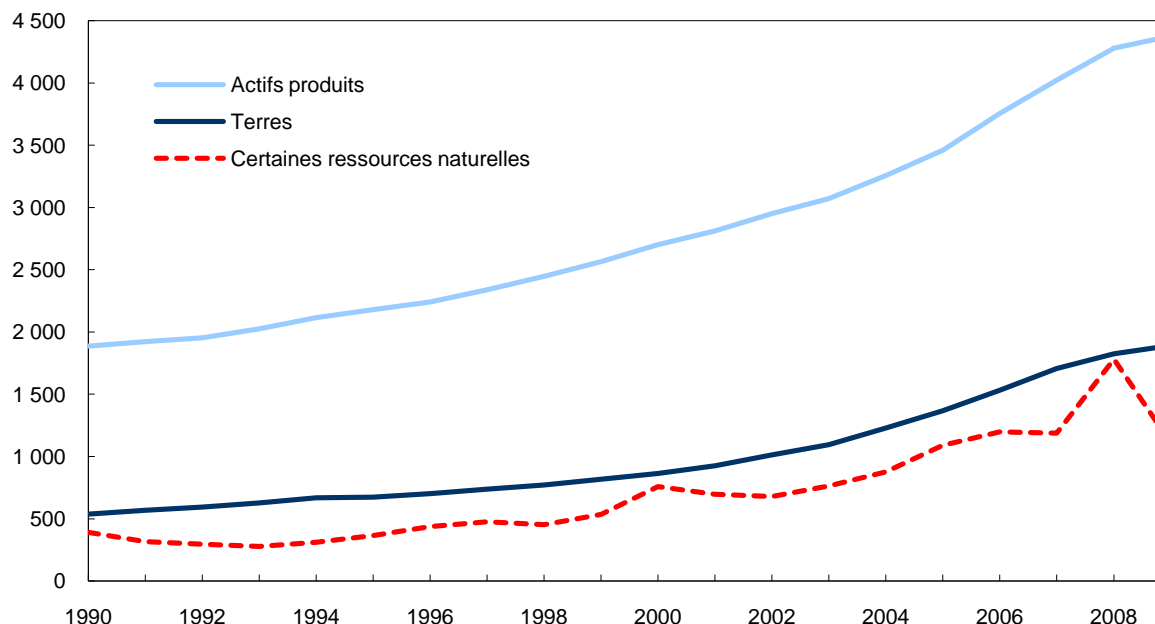
Puis, pour simplifier, il est supposé que la quantité extraite et la rente issue de l'extraction de la ressource demeureront constantes durant chaque année successive jusqu'à ce que les réserves soient épuisées. L'étape finale de l'évaluation consiste à calculer la valeur actualisée de ce flux de revenus. Étant donné que toute rente qui sera reçue à l'avenir vaudra moins que si elle était détenue en mains propres aujourd'hui, toutes les rentes futures doivent être actualisées avant d'être totalisées.

Deux limites de cette approche sont l'hypothèse que la quantité extraite demeurera constante au cours de la vie d'une ressource et l'hypothèse que l'écart entre les recettes des ventes et les coûts d'extraction demeurera constant au fil du temps. Souvent, le prix d'une ressource naturelle est plus instable que les coûts de la main-d'œuvre et du capital. Ces limites ont tendance à s'amplifier au cours de périodes d'extrême instabilité des prix des ressources. Tel était le cas lorsque des prix élevés records ont été observés pendant la plus grande partie de 2008, suivis d'une chute abrupte des prix. Malgré ces limites, d'autres pays ont souvent utilisé cette méthode, étant donné la difficulté de prévoir avec précision les prix des produits de base. Les estimations courantes sont fondées sur 14 ressources distinctes pour lesquelles des données sur les réserves, les revenus et les coûts d'extraction sont disponibles.

Pour plus de renseignements, voir : [Définitions, sources de données et méthodes : Comptes de stocks en ressources naturelles](#).

**Graphique 1**  
**Divers types de richesse, 1990 à 2009**

milliards de dollars



Source(s) :

Statistique Canada, tableau CANSIM [378-0005](#) (site consulté le 29 juin 2010).

## Évolution du patrimoine en ressources naturelles au cours de deux décennies

Les prix des ressources naturelles sont fonction de l'offre et de la demande mondiales, tandis que les prix des actifs produits sont souvent affectés par les conditions économiques locales<sup>6</sup>. En outre, les réserves de ressources énergétiques et minérales peuvent varier quand les prix changent. Ainsi, l'augmentation du prix d'une ressource donnée entraîne souvent un effort accru de prospection qui, à son tour, peut donner lieu à la découverte d'un plus grand nombre de gisements et, en dernière analyse, un accroissement des réserves<sup>7</sup>. Ces deux facteurs expliquent la très forte volatilité de la valeur du patrimoine en ressources naturelles.

6. Les coûts d'extraction des ressources naturelles sont relativement stables puisqu'ils dépendent surtout, sur les marchés locaux, de divers facteurs de production comme le travail et le capital.  
 7. Pour plus de renseignements, voir : Statistique Canada, 1997. *Éconnexions : Pour lier l'environnement et l'économie*, n° 16-505-G au catalogue.

En 1990, le patrimoine en ressources naturelles s'établissait à 391 milliards de dollars, ou 14 000 \$ par habitant<sup>8</sup>. Au cours des 20 années suivantes, il s'est accru au taux annuel de 6 %. Malgré d'importantes fluctuations observées au cours de cette période, la tendance à long terme pour le patrimoine en ressources naturelles était comparable à celle pour les actifs produits (5 %) et les terres (7 %) (graphique 1).

### Quelques difficultés à aplanir :

Au cours des deux décennies comprises entre 1990 et 2009, le patrimoine en ressources naturelles global a diminué à plusieurs reprises : premièrement, au début des années 1990, en raison d'une récession qui s'est produite en Amérique du Nord; deuxièmement, en 1998, à la suite de la crise financière survenue en Asie de l'Est<sup>9</sup>;

8. Statistique Canada, tableaux CANSIM [378-0005](#) et [051-0001](#) (site consulté le 29 juin 2010).

9. International Monetary Fund, 1998. « Global Repercussions of the Asian Crisis and Other Issues in the Current Conjuncture », *World Economic Outlook*, [www.imf.org/external/pubs/ft/weo/weo0598/pdf/0598ch2.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/weo0598/pdf/0598ch2.pdf) (site consulté le 22 mars 2010).

troisièmement, au début des années 2000, durant le ralentissement économique qui a suivi les événements du 11 septembre 2001<sup>10</sup>. Dernièrement, en 2009, les valeurs des ressources ont fortement diminué en raison du ralentissement économique mondial.

Au cours de toutes les autres périodes, la valeur des ressources a été soutenue par l'accroissement des réserves et/ou l'augmentation des prix attribuable à une demande mondiale à la hausse.

Par exemple, de 1999 à 2000, le patrimoine en ressources naturelles a connu une croissance attribuable à une augmentation des réserves de gaz naturel, de pétrole brut et de bitume naturel (sables bitumineux). En même temps, les prix plus élevés de ces ressources ont contribué à la croissance de la richesse.

De 2003 à 2008, le patrimoine en ressources

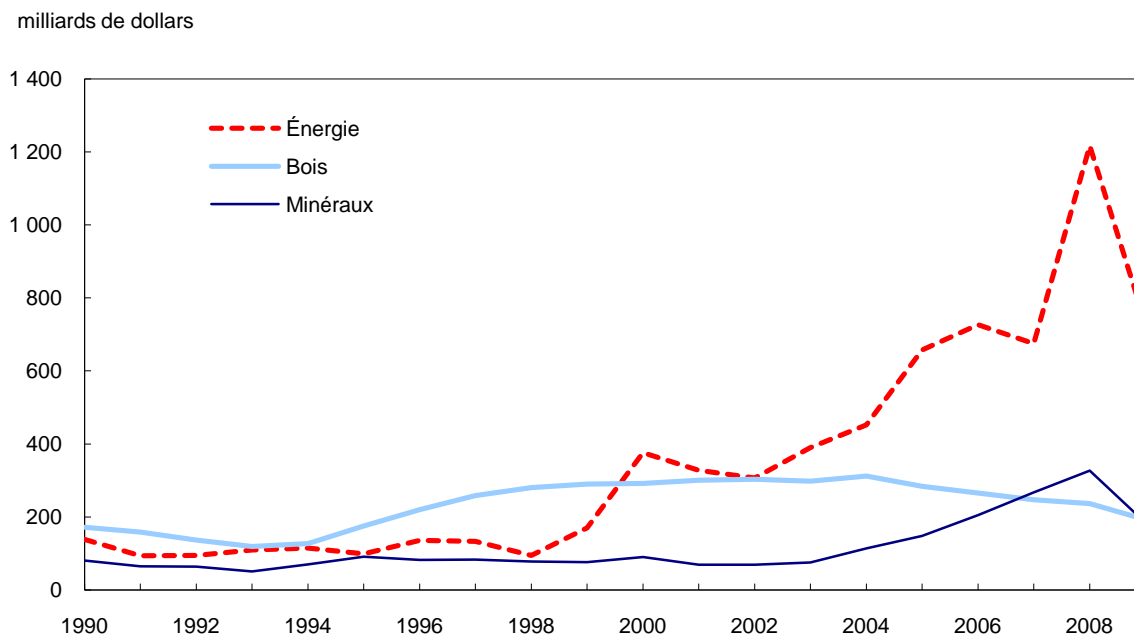
naturelles a affiché une progression soutenue, à la faveur d'une croissance record des prix de l'énergie et des minerais attribuable dans une large mesure à une plus forte demande mondiale, particulièrement d'économies florissantes comme celle de la Chine<sup>11</sup>.

### Composantes du patrimoine en ressources naturelles

Le patrimoine naturel comprend les ressources énergétiques, minérales et en bois. Depuis 2000, les ressources énergétiques ont contribué le plus à la valeur globale des ressources naturelles mais elles ont également affiché la plus forte volatilité (graphique 2).

Jusqu'en 2004, le patrimoine de ressources en bois a augmenté progressivement, de 4 % par an en moyenne. Toutefois, au cours des dernières années,

**Graphique 2**  
Richesse tirée des ressources énergétiques, du bois et des minéraux, 1990 à 2009



Source(s) :  
Statistique Canada, tableau CANSIM [378-0005](#) (site consulté le 29 juin 2010).

10. International Monetary Fund, 2001. « The Global economy after September 11 », *World Economic Outlook*, [www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2001/03/index.htm](http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2001/03/index.htm) (site consulté le 22 mars 2010).

11. Statistique Canada, 2007. *Commerce international des marchandises : revue annuelle, 2006*, n° [65-208-X](#) au catalogue.

sa valeur a diminué en raison de plusieurs facteurs, dont le différend sur le bois d'œuvre résineux avec les États-Unis, la récente baisse du marché de l'habitation aux États-Unis et l'infestation du dendroctone du pin en Colombie-Britannique<sup>12</sup>.

Le patrimoine de ressources minérales est demeuré relativement constant de 1990 à 2002. De 2003 à 2008, la valeur des actifs minéraux s'est accrue considérablement en raison de l'augmentation des prix mondiaux des ressources minérales. Ces prix élevés ont entraîné une augmentation des activités d'exploration et de mise en valeur et la découverte de nouveaux gisements<sup>13</sup>. En 2008, la valeur du patrimoine de ressources minérales s'établissait à 327 milliards de dollars; en 2009, elle était passée à 183 milliards de dollars. Une chute comparable a été enregistrée dans le cas des ressources énergétiques, qui représentaient les deux tiers du patrimoine total en ressources naturelles en 2009.

### **Les sables bitumineux dominent le patrimoine de ressources énergétiques**

Jusqu'en 2005, le gaz naturel était, parmi les ressources énergétiques comprenant le charbon, le pétrole brut et le bitume naturel, celle dont la valeur était la plus élevée. Depuis 2006, les sables bitumineux ont été la source de plus de richesse que les autres ressources énergétiques, principalement à cause de l'accroissement des réserves (graphique 3)<sup>14</sup>.

Les sables bitumineux du Nord de l'Alberta contiennent de vastes quantités de bitume naturel; il s'agit de l'un des plus importants gisements d'hydrocarbure au monde. En 1990, la valeur du

bitume naturel tiré des sables bitumineux représentait 19 milliards de dollars ou 13 % de la valeur du patrimoine de ressources énergétiques. En 2009, la valeur des réserves de bitume naturel s'établissait à 441 milliards de dollars, soit plus que la valeur combinée du charbon, du pétrole brut et du gaz naturel.

### **Sommaire**

De 1990 à 2009, le patrimoine en ressources naturelles du Canada s'est accru en moyenne de 6 % par an. Nos abondantes ressources naturelles, telles que le bois, la potasse, l'uranium, le pétrole et le gaz ainsi que l'or, de même que la demande croissante de produits de base issus des ressources naturelles dans le monde entier, sont au nombre des facteurs à l'origine de cette croissance.

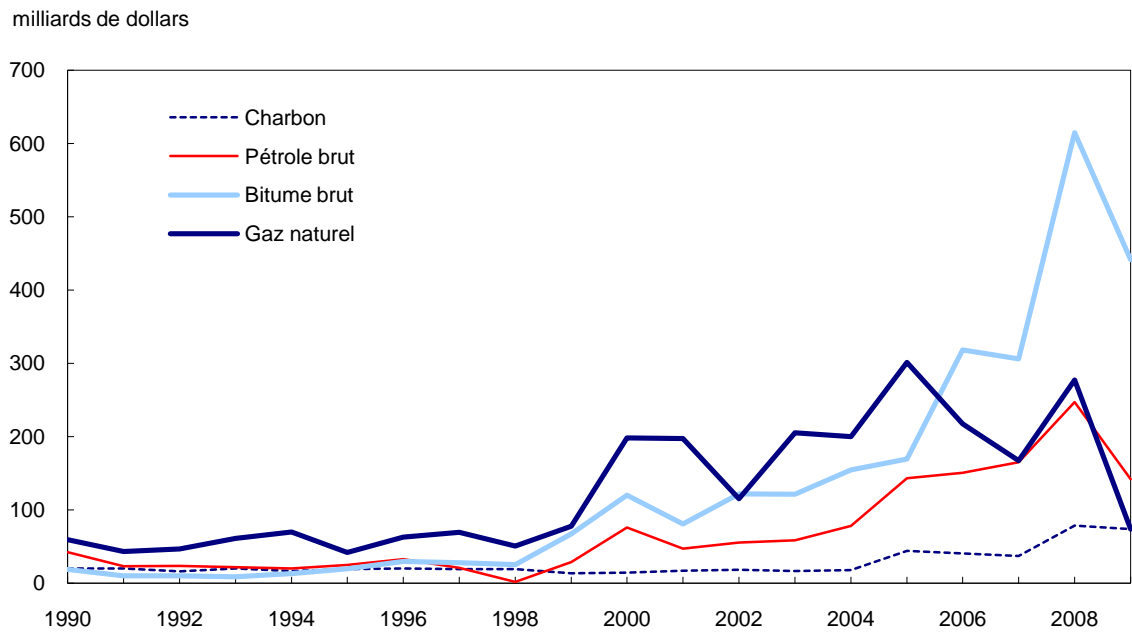
Comme la richesse produite, le patrimoine en ressources naturelles est un indicateur important du rendement économique; il génère revenus et emplois. Il importe d'assurer le suivi de notre patrimoine en ressources naturelles car ces renseignements permettent tant aux particuliers qu'aux établissements de prendre des décisions en connaissance de cause.

12. En 2003, le dendroctone a infesté environ 4,2 millions d'hectares en Colombie-Britannique. British Columbia Ministry of Forests, 2003. *Timber Supply and Mountain Pine Beetle Infestation in British Columbia*, [www.for.gov.bc.ca/hfp/mountain\\_pine\\_beetle/historical.htm](http://www.for.gov.bc.ca/hfp/mountain_pine_beetle/historical.htm) (site consulté le 10 septembre 2009).

13. A. Reed, 2007. « Réserves canadiennes de certains métaux importants et décisions récentes en matière de production », *Annuaire des minéraux du Canada, 2006*, n° M38-5/55F-PDF au catalogue de Ressources naturelles Canada, [www.nrcan-mcan.gc.ca/mms-smm/busi-indu/cmty-amc/2006cmty-fra.htm](http://www.nrcan-mcan.gc.ca/mms-smm/busi-indu/cmty-amc/2006cmty-fra.htm) (site consulté le 10 décembre 2009).

14. En 2006, les estimations des réserves de sables bitumineux en exploitation ont doublé comparativement à 2005. Voir : Alberta Energy and Utilities Board, 2007. *Alberta's Energy Reserves 2006 and Supply/Demand Outlook 2007-2016*, Report no. ST 98-2007, table 2.1, [www.ercb.ca/docs/products/STs/st98-2007.pdf](http://www.ercb.ca/docs/products/STs/st98-2007.pdf) (site consulté le 14 septembre 2009).

**Graphique 3**  
**Valeur des stocks de ressources énergétiques, 1990 à 2009**



**Source(s) :**  
 Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

## Profil d'écorégion : basses terres du fleuve Saint-Laurent

Hugo Larocque, Doug Trant et Giuseppe Filoso, Division des comptes et de la statistique de l'environnement

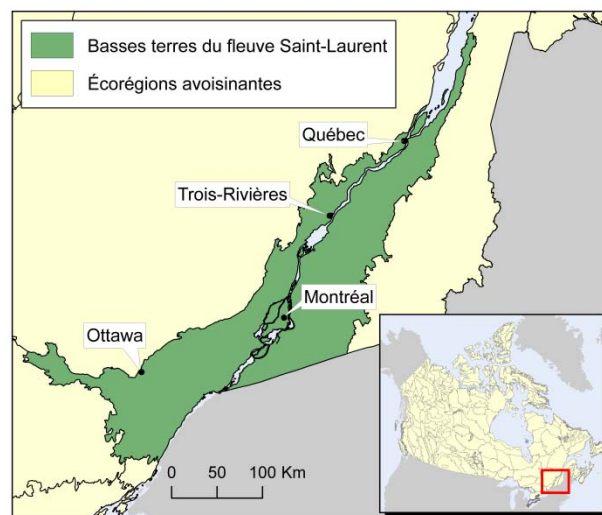
L'écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent (carte 1) compte parmi les 194 écorégions du Canada. Elle couvre une superficie totale de plus de 40 000 kilomètres carrés, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne canadienne<sup>1</sup>. L'écorégion s'étend de Brockville, Ontario à Québec le long du fleuve Saint-Laurent et comprend également une partie de la rivière des Outaouais.



Lors du Recensement de 2006, l'écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent était la troisième plus densément peuplée au pays avec 158 personnes par kilomètre carré. Les deux écorégions ayant la plus grande densité de population étaient l'écorégion des basses terres continentales de la Colombie-Britannique<sup>2</sup> et l'écorégion des basses terres du lac Érié<sup>3</sup>. Malgré le fait que l'écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent soit densément peuplée avec 21 % de la population canadienne qui y habite, sa population a crû de seulement 31 % entre 1971 et 2006 comparativement à 47 % pour l'ensemble du Canada (tableau 1). Les principales agglomérations situées dans cette écorégion sont les régions métropolitaines d'Ottawa–Gatineau, Montréal, Trois-Rivières et Québec.

L'écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent est propice à l'agriculture grâce à son sol, qui est principalement argileux, sa proximité au fleuve Saint-Laurent et à de nombreux plans d'eau. Il s'agit également d'une région où il y a peu de dénivelées à l'exception des collines montérégiennes. Les couvertures terrestres principales sont l'agriculture, les forêts et les terres aménagées (graphique 1 et carte 2). La superficie couverte par les terres agricoles et les forêts représente plus de 80 % de la superficie totale de l'écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent.

**Carte 1**  
**Écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent**



**Source(s) :**  
Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2008. *Cadre écologique nationale pour le Canada*, <http://sis.agr.gc.ca/siscan/nsdb/ecostrat/intro.html> (site consulté le 19 février 2010).

1. La moyenne canadienne est d'environ 45 000 kilomètres carrés.
2. D. Trant, H. Larocque et G. Filoso, 2009. « Profil d'écorégion : basses-terres continentales de la Colombie-Britannique », *EnviroStats*, n° [16-002-X200900411031](#) au catalogue de Statistique Canada, vol. 3, n° 4.
3. D. Filoso et H. Larocque, 2010. « Profil d'écorégion : basses terres du lac Érié », *EnviroStats*, n° [16-002-X201000111135](#) au catalogue de Statistique Canada, vol. 4, n° 1.

On y pratique principalement la culture du maïs. En 2006, la superficie de maïs cultivé dans cette écorégion a représenté 39 % de la superficie du maïs cultivé au pays. Entre 1971 et 2006, la culture du soya a connu une croissance considérable. Alors qu'environ 600 hectares étaient cultivés en 1971, plus de 240 000 l'ont été en 2006. La région produit également du sirop d'érable comme en font foi les 8 millions d'entailles faites sur des érables, ce qui a représenté 23 % des entailles au Canada en 2006 (tableau 1).

On retrouve un grand nombre de fermes laitières dans cette écorégion. Malgré une diminution de 56 % du nombre de vaches laitières entre 1971 et 2006, l'écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent regroupait tout de même 33 % des vaches laitières au pays en 2006. En ce qui concerne l'élevage porcin, il y a eu une augmentation de 193 % du nombre de porcs dans l'écorégion entre 1971 et 2006. Durant cette période, la proportion de porcs dans cette écorégion par rapport à l'ensemble du pays est passée de 13 % à 24 % (tableau 1).

**Tableau 1**  
**Basses terres du fleuve Saint-Laurent**

	Écorégion des basses terres du Saint-Laurent	Canada	Part (en pourcentage)
			de l'ensemble du Canada
<b>Superficie totale (km<sup>2</sup>)</b>	41 770	9 976 182	0,4
<b>Couverture terrestre circa 2000<sup>1</sup></b>			
Terres en culture – cultures annuelles et vivaces (km <sup>2</sup> )	21 496	..	...
Terres aménagées (km <sup>2</sup> )	2 884	..	...
Terres exposées (km <sup>2</sup> )	773	..	...
Forêt (km <sup>2</sup> )	12 240	..	...
Herbes (km <sup>2</sup> )	1 724	..	...
Autres catégories (km <sup>2</sup> )	12	..	...
Couvert arbustif (km <sup>2</sup> )	703	..	...
Eau (km <sup>2</sup> )	1 106	..	...
Terres humides (km <sup>2</sup> )	832	..	...
<b>Terres agricoles</b>			
Zone de terres agricoles cultivables <sup>2</sup> (km <sup>2</sup> )	20 504	454 630	4,5
Proportion de terres cultivables (en pourcentage)	49,1	4,6	...
<b>Population</b>			
Population en 1971 (en chiffres)	5 011 683	21 568 310	23,2
Population en 1981 (en chiffres)	5 353 916	24 343 181	22,0
Population en 1991 (en chiffres)	5 917 826	27 296 859	21,7
Population en 1996 (en chiffres)	6 146 869	28 846 761	21,3
Population en 2001 (en chiffres)	6 305 435	30 007 094	21,0
Population en 2006 (en chiffres)	6 586 347	31 612 895	20,8
Densité de la population en 2006 (habitants/km <sup>2</sup> )	157,7	3,2	...
Variation de la population de 1971 à 2006 (en pourcentage)	31,4	46,6	...
<b>Agriculture</b>			
Superficie des terres agricoles en 1971 (en hectares)	2 738 361	68 662 444	4,0
Superficie des terres agricoles en 2006 (en hectares)	2 273 967	67 586 739	3,4
Variation (en pourcentage)	-17,0	-1,6	...
Fermes en 1971 (en chiffres)	43 758	366 128	12,0
Fermes en 2006 (en chiffres)	24 100	229 373	10,5
Variation (en pourcentage)	-44,9	-37,4	...
Superficie des terres en cultures en 1971 (en hectares)	1 339 930	27 828 479	4,8
Superficie des terres en cultures en 2006 (en hectares)	1 576 613	35 912 247	4,4
Variation (en pourcentage)	17,7	29,0	...



**Tableau 1 (suite)**  
**Basses terres du fleuve Saint-Laurent**

	Écorégion des basses terres du Saint-Laurent	Canada	Part (en pourcentage) de l'ensemble du Canada
Superficie de maïs cultivé en 1971 (en hectares)	168 327	891 076	18,9
Superficie de maïs cultivé en 2006 (en hectares)	516 024	1 339 628	38,5
Variation (en pourcentage)	206,6	50,3	...
Fermes déclarant cultiver du maïs en 1971 (en chiffres)	17 620	66 185	26,6
Fermes déclarant cultiver du maïs en 2006 (en chiffres)	12 743	39 447	32,3
Variation (en pourcentage)	-27,7	-40,4	...
Superficie de soya cultivé en 1971 (en hectares)	606	149 900	0,4
Superficie de soya cultivé en 2006 (en hectares)	242 561	1 184 970	20,5
Variation (en pourcentage)	39 913,4	690,5	...
Fermes déclarant cultiver du soya en 1971 (en chiffres)	177	7 857	2,3
Fermes déclarant cultiver du soya en 2006 (en chiffres)	6 433	24 981	25,8
Variation (en pourcentage)	3 534,5	217,9	...
Production de sirop d'érable en 1971 (entailles)	4 417 450	13 106 879	33,7
Production de sirop d'érable en 2006 (entailles)	7 979 557	35 254 915	22,6
Variation (en pourcentage)	80,6	169,0	...
Fermes déclarant produire du sirop d'érable en 1971 (en chiffres)	3 591	9 979	36,0
Fermes déclarant produire du sirop d'érable en 2006 (en chiffres)	2 960	9 811	30,2
Variation (en pourcentage)	-17,6	-1,7	...
Vaches laitières en 1971 (en chiffres)	689 264	2 241 584	30,7
Vaches laitières en 2006 (en chiffres)	300 859	913 611	32,9
Variation (en pourcentage)	-56,4	-59,2	...
Fermes laitières en 1971 (en chiffres)	28 030	145 011	19,3
Fermes laitières en 2006 (en chiffres)	5 571	17 556	31,7
Variation (en pourcentage)	-80,1	-87,9	...
Porc en 1971 (en chiffres)	1 024 291	8 068 186	12,7
Porc en 2006 (en chiffres)	3 002 130	12 726 573	23,6
Variation (en pourcentage)	193,1	57,7	...
Fermes porcines en 1971 (en chiffres)	10 236	122 259	8,4
Fermes porcines en 2006 (en chiffres)	1 966	11 680	16,8
Variation (en pourcentage)	-80,8	-90,4	...

1. Les catégories de couverture terrestre sont regroupées. La superficie forestière comprend tous les types de forêts. Les terres aménagées incluent les zones bâties, les pelouses, les revêtements routiers, les sites industriels et les fermes. Les terres exposées désignent principalement les vasières de cette écorégion. « Autres catégories » fait référence aux types de terres non classifiées, couvertes par de l'ombre et des nuages sur l'imagerie par satellite. La couverture terrestre est basée sur les données LANDSAT de 1996 à 2003.

2. Les terres agricoles cultivables correspondent aux terres des catégories 1, 2 et 3 de l'Inventaire des terres du Canada.

**Source(s) :**

Statistique Canada, tableaux CANSIM [153-0057](#) et [153-0058](#) (site consulté le 8 octobre 2009).

Statistique Canada, Recensement de la population et Recensement de l'agriculture.

Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Système d'information spatiale sur l'environnement.

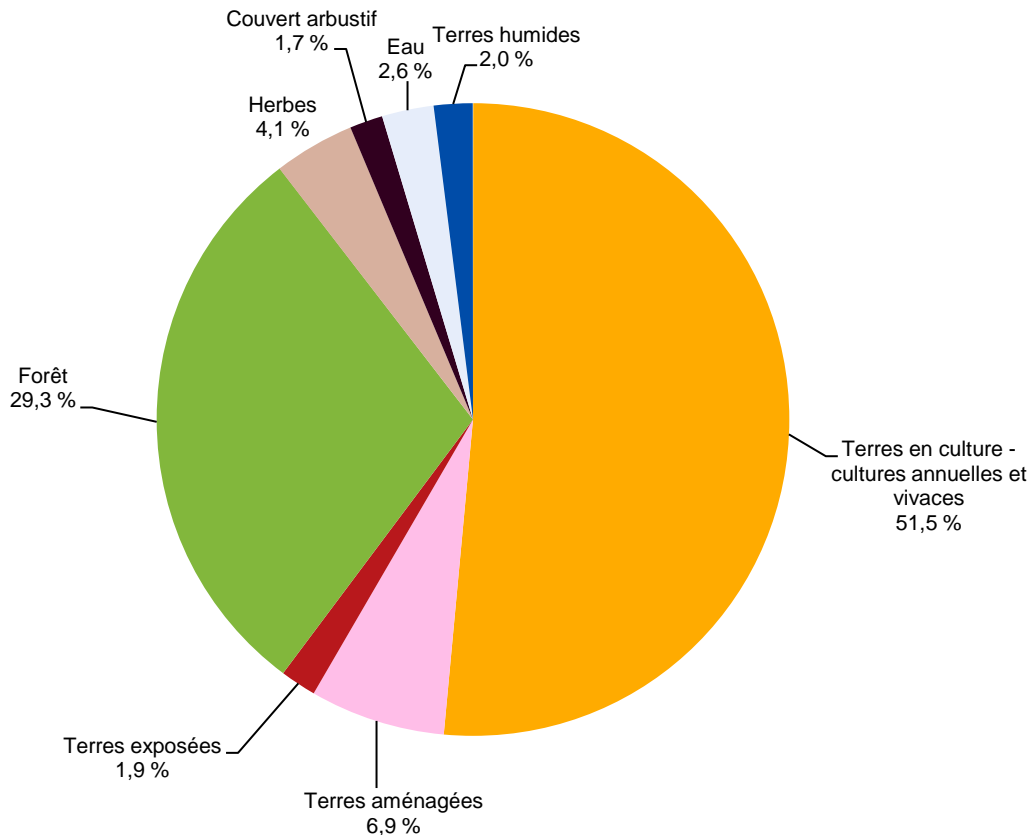
Ressources naturelles Canada, s.d. *Inventaire des terres du Canada - Potentiel des terres pour l'agriculture (1968 à 1990)*, Secteur des sciences de la Terre, [www.geogratis.ca/geogratis/fr/collection/cli.html](http://www.geogratis.ca/geogratis/fr/collection/cli.html) (site consulté le 8 octobre 2009).

Ressources naturelles Canada, 2009. *Couverture du sol, circa 2000 - vectorielle (CSC2000-v)*, Secteur des sciences de la Terre, [www.geobase.ca](http://www.geobase.ca) (site consulté le 8 octobre 2009).

Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2008. *Cadre écologique national pour le Canada*,

<http://sis.agr.gc.ca/siscan/nsdb/ecostrat/intro.html> (site consulté le 19 février 2010).

**Graphique 1**  
**Écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent, par type de couverture terrestre, circa 2000**



**Note(s) :**

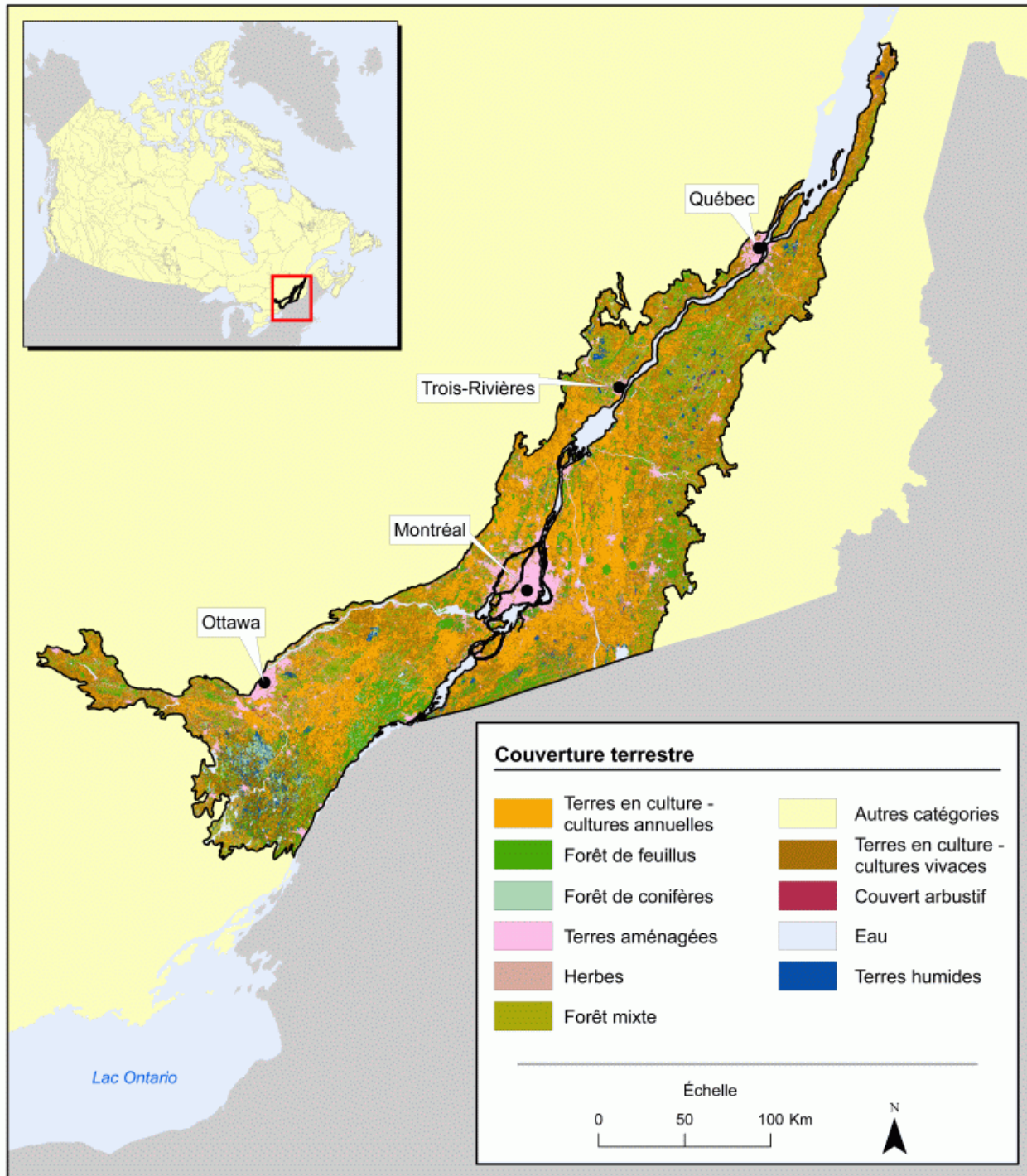
Les terres aménagées incluent les zones bâties, les pelouses, les revêtements routiers, les sites industriels et les fermes. Les terres exposées désignent principalement les vasières de cette écorégion. « Autres catégories » fait référence aux types de terres non classifiées, couvertes par de l'ombre et des nuages sur l'imagerie par satellite. La couverture terrestre est basée sur les données LANDSAT de 1996 à 2003.

**Source(s) :**

Ressources naturelles Canada, 2009. *Couverture du sol, circa 2000 - vectorielle (CSC2000-v)*, Secteur des sciences de la Terre, [www.geobase.ca](http://www.geobase.ca) (site consulté le 8 octobre 2009).

Carte 2

Couverture terrestre, écorégion des basses terres du fleuve Saint-Laurent, circa 2000



Source(s) :

Ressources naturelles Canada, s.d. *Inventaire des terres du Canada - Potentiel des terres pour l'agriculture* (1968 à 1990), Secteur des sciences de la Terre, [www.geogratis.ca/geogratis/fr/collection/cli.html](http://www.geogratis.ca/geogratis/fr/collection/cli.html) (site consulté le 8 octobre 2009).

Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2008. *Cadre écologique national pour le Canada*, <http://sis.agr.gc.ca/siscan/nsdb/ecostrat/intro.html> (site consulté le 19 février 2010).

## Indicateurs de développement durable et de l'environnement

**Tableau 1**  
**Indicateurs relatifs à la population**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Population (nombre) <sup>1</sup>	31 940 676	32 245 209	32 576 074	32 931 956	33 327 337	33 739 859
Variation en pourcentage	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2
Population de 65 ans et plus (pourcentage du total)	13,0	13,1	13,3	13,5	13,7	13,9
Population des régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement (pourcentage du total) <sup>2</sup>	..	..	81,1	..	..	..
Densité de la population (au kilomètre carré)	3,5	3,6	3,6	3,7	3,7	3,7

1. Les données de population sont fondées sur le programme des estimations de la population, à l'exception des données sur la population des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement, qui sont tirées du Recensement de la population.
2. Territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un grand noyau urbain. Une région métropolitaine de recensement doit avoir une population d'au moins 100 000 habitants et le noyau urbain doit compter au moins 50 000 habitants. L'agglomération de recensement doit avoir un noyau urbain d'au moins 10 000 habitants.

**Note(s) :**

Pour les données de 2003, voir : Statistique Canada, 2010. *EnviroStats*, n° [16-002-X2010001](#) au catalogue. Pour les données de 2002, voir : Statistique Canada, 2009. *EnviroStats*, n° [16-002-X2009001](#) au catalogue.

**Source(s) :**

Statistique Canada, tableau CANSIM [051-0001](#) (site consulté le 21 mai 2010).  
Statistique Canada, 2007. *Chiffres de population et des logements - Faits saillants en tableaux, Recensement de 2006*, [www12.statcan.ca/francais/census06/data/popdwell/Tables.cfm](http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/popdwell/Tables.cfm) (site consulté le 21 mai 2010).

**Tableau 2**  
**Indicateurs relatifs à l'économie**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produit intérieur brut (millions de dollars enchaînés de 2002)	1 211 239	1 247 807	1 283 419	1 315 907	1 321 360	1 286 431
Variation en pourcentage	3,1	3,0	2,9	2,5	0,4	-2,6
Par personne (dollars enchaînés de 2002)	37 922	38 697	39 398	39 958	39 648	38 128
Indice des prix à la consommation (2002 = 100)	104,7	107,0	109,1	111,5	114,1	114,4
Taux de chômage (pourcentage)	7,2	6,8	6,3	6,0	6,1	8,3

**Note(s) :**

Pour les données de 2003, voir : Statistique Canada, 2010. *EnviroStats*, n° [16-002-X2010001](#) au catalogue. Pour les données de 2002, voir : Statistique Canada, 2009. *EnviroStats*, n° [16-002-X2009001](#) au catalogue.

**Source(s) :**

Statistique Canada, tableaux CANSIM [380-0017](#), [051-0001](#), [326-0021](#) et [282-0002](#) (site consulté le 21 mai 2010).

**Tableau 3**  
**Indicateurs sociaux**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses moyennes des ménages <sup>1</sup> (dollars courants)						
Total	62 464	65 575	67 736	69 946	71 364	..
Eau et égouts	204	211	221	253	251	..
Électricité	1 040	1 070	1 111	1 147	1 162	..
Alimentation	6 772	6 978	7 046	7 305	7 435	..
Essence et autres carburants	1 854	2 024	2 079	2 223	2 233	..
Dépenses personnelles en biens et services de consommation (millions de dollars enchaînés de 2002)	697 566	723 146	752 727	787 063	810 723	812 205
Déchets résidentiels						
Production par personne (kilogrammes)	386 <sup>f</sup>	..	399	..	..	..
Élimination (tonnes)	8 961 583 <sup>f</sup>	..	9 238 376	..	..	..
Élimination par personne (kilogrammes)	281 <sup>f</sup>	..	284	..	..	..
Recyclage (tonnes)	3 363 803 <sup>f</sup>	..	3 744 843	..	..	..
Recyclage par personne (kilogrammes)	105 <sup>f</sup>	..	115	..	..	..
Taux de recyclage (pourcentage de la production des déchets)	27 <sup>f</sup>	..	29	..	..	..
Distance parcourue par les véhicules légers <sup>2</sup> (millions de kilomètres)	285 164	289 717	296 871	300 203	294 361	..
Asthme (pourcentage de la population âgée de 12 ans et plus)	..	8,3	..	8,1	8,4	..

1. Les données sur des dépenses moyennes des ménages sont fondées sur l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). Pour plus de renseignements sur les différences entre l'EDM et les données sur les dépenses personnelles, veuillez voir : Statistique Canada, 2008.

*Guide des comptes des revenus et dépenses*, n° [13-017-X](#) au catalogue.

2. Distance parcourue par tous les véhicules pesant moins de 4,5 tonnes, excluant les territoires.

**Note(s) :**

Pour les données de 2003, voir : Statistique Canada, 2010. *EnviroStats*, n° [16-002-X2010001](#) au catalogue. Pour les données de 2002, voir : Statistique Canada, 2009. *EnviroStats*, n° [16-002-X2009001](#) au catalogue.

**Source(s) :**

Statistique Canada, tableaux CANSIM [203-0001](#), [203-0003](#), [203-0002](#), [203-0007](#), [380-0017](#), [153-0041](#), [153-0042](#), [051-0001](#), [405-0063](#) et [105-0501](#) (site consulté le 21 mai 2010).

**Tableau 4**  
**Indicateurs relatifs à l'énergie**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Énergie primaire disponible (térajoules)	11 527 500	11 307 113	11 176 879	11 969 050	11 545 145	..
Énergie primaire et secondaire (térajoules)						
Exportations	9 810 695	9 641 137	9 833 549	10 308 635	10 186 895	..
Consommation résidentielle	1 313 015	1 296 644	1 243 425	1 336 452	1 360 303	..
Réserves établies, stock de fermeture <sup>1</sup>						
Pétrole bitumineux (millions de mètres cubes)	1 660	1 620	3 340	3 500	4 300	..
Pétrole brut (millions de mètres cubes)	603,8	752,3	712,6	721,8	..	..
Gaz naturel (milliards de mètres cubes)	1 497,5	1 553,7	1 577,7	1 534,3	..	..
Réserves récupérables, stock de fermeture <sup>1</sup>						
Charbon (millions de tonnes)	4 666,3 <sup>r</sup>	4 560,4 <sup>r</sup>	4 468,8	4 395,1	4 331,5	..
Uranium (tonnes)	444 000	431 000	423 400	482 000	..	..
Production totale d'électricité (mégawatts-heures)	571 291 905	597 810 875	585 097 531	603 572 420	601 719 256	575 051 195
Hydro (pourcentage du total)	58,7	60,1	60,0	60,6	62,0	63,2
Nucléaire (pourcentage du total)	14,9	14,5	15,8	14,6	14,7	14,8
Production d'électricité à partir de combustibles fossiles et autres combustibles (pourcentage du total)	26,4	25,4	24,2	24,8	23,3	22,0

1. La taille des réserves à la fin de l'année.

**Note(s) :**

Pour les données de 2003, voir : Statistique Canada, 2010. *EnviroStats*, n° [16-002-X2010001](#) au catalogue. Pour les données de 2002, voir : Statistique Canada, 2009. *EnviroStats*, n° [16-002-X2009001](#) au catalogue.

**Source(s) :**

Statistique Canada, tableaux CANSIM [128-0009](#), [153-0012](#), [153-0013](#), [153-0014](#), [153-0017](#), [153-0018](#), [153-0019](#), [127-0001](#) et [127-0002](#) (site consulté le 21 mai 2010).

**Tableau 5**  
**Indicateurs relatifs à l'environnement et aux ressources naturelles**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Émissions totales de gaz à effet de serre (GES), Canada (mégatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone)	741	731	718	750	734	..
Émissions de GES par habitant (tonnes)	23,2	22,7	22,0	22,8	22,0	..
Émissions de GES selon la demande finale						
Total des ménages <sup>1</sup> (mégatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone)	423	415	411 <sup>P</sup>	..	..	..
Total des ménages, par habitant (tonnes)	13,2	12,9	12,6 <sup>P</sup>	..	..	..
Directes des ménages <sup>2</sup> (mégatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone)	110	111	109 <sup>P</sup>	..	..	..
Indirectes des ménages <sup>3</sup> (mégatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone)	313	304	302 <sup>P</sup>	..	..	..
Exportations (mégatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone)	277	274	264 <sup>P</sup>	..	..	..
Anomalies de température annuelles <sup>4</sup> , Canada (degrés Celsius)	0,1	1,7	2,4	0,9	0,7	0,8
Valeur de certaines ressources naturelles (millions de dollars courants)						
Terres	1 227 819	1 367 002	1 532 193	1 708 196	1 824 120	1 891 438
Bois	311 771	283 572	265 747	246 713	236 556	192 660
Actifs souterrains	566 179	805 761	931 530	941 765	1 543 864	914 173
Dépenses moyennes des fermes au chapitre des pesticides (dollars courants)	7 602	7 792	8 268	9 147	11 361	..
Qualité de l'air <sup>5</sup>						
Ozone (données pondérées selon la population, parties par milliard)	36	40	38	39	..	..
P <sub>2,5</sub> (données pondérées selon la population, microgrammes par mètre)	9	10	8	8	..	..

1. Les émissions totales de gaz à effet de serre par les ménages est la somme des émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre par les ménages.
2. La mesure des émissions directes de gaz à effet de serre comprend les émissions de gaz à effet de serre associées à la consommation de l'énergie dans la maison et les voitures privées.
3. La mesure des émissions indirectes de gaz à effet de serre comprend les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur des entreprises associées à la fabrication des biens et services qui sont achetés par les ménages. Une estimation est faite des émissions provenant des entreprises étrangères lors de la fabrication des biens et services importés qui sont achetés par les ménages canadiens.
4. Anomalies par rapport à la température normale de 1951 à 1980.
5. L'ozone troposphérique et les particules fines (P<sub>2,5</sub>) sont deux des principaux éléments du smog qui sont associés à des effets sur la santé allant des problèmes respiratoires mineurs jusqu'à des hospitalisations et des décès prématurés. Des études indiquent que des effets néfastes sur la santé peuvent se produire même si seulement de faibles concentrations de ces polluants se trouvent dans l'air. Les données annuelles sont révisées d'après la dernière édition du rapport des *Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement*.

**Note(s) :**

Pour les données de 2003, voir : Statistique Canada, 2010. *EnviroStats*, n° [16-002-X2010001](#) au catalogue. Pour les données de 2002, voir : Statistique Canada, 2009. *EnviroStats*, n° [16-002-X2009001](#) au catalogue.

**Source(s) :**

Statistique Canada, tableaux CANSIM [051-0001](#), [153-0046](#), [378-0005](#) et [002-0044](#) (site consulté le 21 mai 2010).

Environnement Canada, 2010. *Résumé des tendances : 1990 - 2008*, [www.ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=Fr&n=0590640B-1](#) (site consulté le 21 mai 2010).

Environnement Canada, 2010. *Bulletin des tendances et des variations climatiques - 2009*, [http://ec.gc.ca/adsc-cmda/default.asp?lang=Fr&n=4961E0BB-1](#) (site consulté le 21 mai 2010).

Environnement Canada, 2010. *Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement*, [www.ec.gc.ca/indicateurs-indicators/default.asp?lang=Fr&n=B4B7C8F6-1](#) (site consulté le 9 juin 2010).

Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Comptes des flux de matières et d'énergie.

## Mise à jour

### Nouvelles diffusions

#### *Enquête sur les biens et services environnementaux, 2008*

L'enquête sur les biens et services environnementaux présente des estimations officielles de l'activité économique nationale de l'industrie de l'environnement au Canada, y compris les chiffres des revenus tirés de la production de biens environnementaux, de la fourniture de services environnementaux et de l'accomplissement d'activités de construction liées à l'environnement.

L'industrie de l'environnement se compose d'établissements à l'œuvre au sein de différentes industries qui produisent divers biens et services environnementaux. Les biens et les services environnementaux sont les biens et services utilisés ou pouvant être utilisés pour évaluer, prévenir, limiter ou corriger les dommages environnementaux (naturels ou attribuables à l'activité humaine) qui touchent l'eau, l'air et le sol, ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux écosystèmes. Cette industrie comprend également les technologies propres ou éco-efficientes qui permettent de diminuer l'utilisation de matériaux, de réduire la consommation d'énergie, de récupérer des sous-produits utiles, de réduire les émissions ou de restreindre au minimum les problèmes d'évacuation des déchets.

Diffusé le 28 juin 2010.

#### *Enquête sur les ménages et l'environnement : Fichier de microdonnées à grande diffusion, 2007*

Le fichier de microdonnées à grande diffusion issu de l'Enquête sur les ménages et l'environnement de 2007 est maintenant accessible. Plus de 21 000 ménages canadiens ont participé à l'enquête.

Le fichier offre des données pour le Canada, les provinces et les régions métropolitaines de recensement et contient des renseignements sur un large éventail de sujets comme les préoccupations à l'égard de la qualité de l'eau; la consommation et la conservation de l'eau; la consommation d'énergie, le chauffage et la climatisation des foyers; l'utilisation de pesticides et d'engrais sur les pelouses et les jardins; les habitudes de recyclage, de compostage et d'élimination de déchets; l'utilisation de véhicules

#### Tableaux CANSIM et mises à jour

CANSIM est la principale base de données socioéconomiques de Statistique Canada.

Les tableaux CANSIM suivants ont été mis à jour :

**Tableau CANSIM [153-0031](#)**, Intensité directe et indirecte en énergie, selon les industries, annuel

**Tableau CANSIM [153-0032](#)**, Utilisation de l'énergie, selon le secteur, annuel

**Tableau CANSIM [153-0033](#)**, Intensité directe et indirecte en émissions de gaz à effet de serre, selon les industries, annuel

**Tableau CANSIM [153-0034](#)**, Émissions de gaz à effet de serre, selon le secteur, annuel

**Tableau CANSIM [153-0046](#)**, Utilisation de l'énergie et émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes par les ménages, annuel

Les tableaux suivants ont été versés dans CANSIM :

**Tableaux CANSIM [153-0047](#) à [153-0051](#) et [153-0067](#) à [153-0097](#)**, Enquête sur l'eau dans les industries – 2005 (volumes ou dollars, selon le cas)

automobiles. Il donne également de l'information sur la population comme les caractéristiques sociodémographiques, du revenu et de l'activité.

Diffusé le 7 juin 2010 (n° [16M0001X](#) au catalogue de Statistique Canada; 100 \$).

### Publications à venir

#### *Le recyclage dans les ménages canadiens, 2007*

Le recyclage est devenu monnaie courante dans la plupart des ménages canadiens. Ces ménages ont plusieurs choix à faire à cet égard : choisir de recycler ou non; dans quelle mesure; et, s'ils le font, comment s'y prendre. À l'aide des données de l'Enquête sur les ménages et l'environnement de 2007, le présent article examine les décisions que prennent les ménages canadiens par rapport au recyclage, une part du raisonnement menant à ces décisions et le lien entre le comportement lié au recyclage et certains facteurs démographiques.

Diffusion le 7 juillet 2010 (n° [16-001-M](#) au catalogue de Statistique Canada).



### Enquête canadienne sur les mesures de la santé

L'Enquête canadienne sur les mesures de la santé (ECMS) diffusera les données de laboratoire relatives aux contaminants environnementaux, incluant le bisphénol A, les métaux, les composés perfluorés, les éthers diphényles polybromés (PBDE), les biphenyles polychlorés (BPC) et les pesticides organophosphorés. Ces données font partie de la troisième diffusion du cycle 1 de l'ECMS, qui a recueilli des renseignements importants liés à la santé de la population canadienne au moyen de mesures physiques directes et de prélèvements d'échantillons de sang et d'urine.

Cette troisième diffusion sera accompagnée d'un article analytique sur les taux de plomb et de bisphénol A chez les Canadiens qui paraîtra dans les *Rapports sur la santé* (82-003-X), ainsi que dans trois feuillets d'information (82-625-X) portant respectivement sur les taux de plomb, de mercure et de bisphénol A chez les Canadiens. Viendront également s'ajouter à cette diffusion, des tableaux (82-623-X), un guide de l'utilisateur et de la documentation sur les variables dérivées. Toute cette information est accessible en consultant le portail La santé au Canada au [www.statcan.gc.ca/sante](http://www.statcan.gc.ca/sante).

Diffusion le 16 août 2010. Pour obtenir plus de renseignements sur l'ECMS, veuillez communiquer avec les Services à la clientèle (numéro sans frais 1-888-253-1087; [chms-ecms@statcan.gc.ca](mailto:chms-ecms@statcan.gc.ca)) ou visitez le site [www.statcan.gc.ca/ecms](http://www.statcan.gc.ca/ecms).

### Utilisation industrielle de l'eau, 2007

Les données recueillies dans le cadre de l'Enquête sur l'eau dans les industries servent à mesurer les sources d'approvisionnement en eau, en volume, et indiquent les raisons de l'utilisation de l'eau, la recirculation ou la réutilisation de l'eau (le cas échéant), l'endroit où l'eau a été évacuée, les types de traitement appliqués par les emplacements à l'eau prélevée avant son utilisation et les types de traitement appliqués par les emplacements à leurs eaux usées avant leur évacuation. On recueille également des données sur les coûts d'acquisition et de traitement de l'eau et sur les frais d'exploitation et d'entretien liés au prélèvement et à l'évacuation de l'eau.

Les résultats de cette enquête serviront à élaborer les comptes de l'environnement et ils contribueront

à faire le suivi de l'état des stocks d'eau et à établir des indicateurs nationaux de la qualité de l'eau.

Diffusion sous peu (n° [16-401-X](#) au catalogue de Statistique Canada).

#### Conférence socioéconomique 2010

La Conférence socioéconomique de Statistique Canada sert de tribune annuelle pour la recherche empirique sur les questions d'actualité en matière de politique publique au Canada. Lors de la conférence des 26 et 27 avril 2010, sept exposés ont porté sur le thème de l'environnement. Les présentations ci-dessous sont nommées dans la même langue que celle dans laquelle elles ont été données.

##### Resource Rent and Return to Produced Capital—Is Iron Brighter than Gold?

Kazi Islam, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Statistique Canada

##### Multicriteria Evaluation of Vulnerable Coastal Communities to Climate Change

Hooman Mostofi Camare, Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario

##### Looking at Consumers as GHG Emitters

Hans Messenger, Division des comptes des industries, Statistique Canada, Joe St. Lawrence, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Statistique Canada et Chantal Hicks, Division de la modélisation, Statistique Canada

##### A New Research Project on Canadian Settlements: Initial Geographic Results

Nancy Hofmann, Akmal Elgarawany, Giuseppe Filoso, Hugo Larocque et Tim Dennis, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Statistique Canada

##### Geographic Systems and Systems Dynamics—Modeling the Impacts of Climate Change on Coastal Communities

Maxx Hartt, Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario

##### Economic Indicators as Potential Surrogates for Environmental Indicators: A Case Study

Zhen Yu Li, Philip Astles, Allison Bone, Matthew Prescott, Joe St. Lawrence, Laleh Yerushalmi et Soheil Rastan, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Statistique Canada

##### Evaluating the Impacts of Environmental Change on Coastal Communities

Sahar Pakdel, Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario

Le programme complet est disponible sur le site Internet de Statistique Canada à

[www.statcan.gc.ca/conferences/socioecon2010/index-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/conferences/socioecon2010/index-fra.htm).

Pour plus de renseignements, veuillez entrer en rapport directement avec les conférenciers.

## Nouveaux développements

### *L'activité humaine et l'environnement : Offre et demande d'eau douce au Canada*

Pour arriver à réduire efficacement les répercussions de notre activité sur l'environnement, nous avons besoin de données systématiques, accessibles et pertinentes. La publication annuelle *L'activité humaine et l'environnement* (AHE) répond à ce besoin en rassemblant des statistiques environnementales tirées de nombreuses sources. La publication AHE crée un portrait statistique de l'environnement au Canada et, en particulier, de l'activité humaine et ses relations avec les systèmes naturels : l'air, l'eau, le sol, les plantes et les animaux.

Dans le passé, chaque numéro annuel de l'AHE débutait par un article de fond traitant d'un thème

environnemental qui préoccupe les Canadiens, suivi d'un compendium de tableaux statistiques. À partir de 2010, l'article analytique et les tableaux statistiques seront publiés séparément. L'article continuera d'être diffusé annuellement, tandis que les tableaux statistiques seront diffusés tous les deux ans, la première diffusion devant, en principe, paraître en 2011.

L'article analytique de 2010, qui a pour thème « Offre et demande d'eau douce au Canada », fournit de l'information sur les réserves d'eau douce que possède le Canada et les demandes dont elles font l'objet. Une nouvelle étude effectuée à Statistique Canada est complétée par des renseignements en provenance d'autres sources, y compris d'autres ministères fédéraux, des organismes internationaux et des revues scientifiques.